

## L'ASSIGNATION DE CIRCONSCRIPTIONS À DES MINISTÉRIELS

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, puisque c'est une façon d'octroyer des contrats gouvernementaux dont la moitié n'ont pas fait l'objet d'appel d'offres, le leader parlementaire du gouvernement voudrait-il nous fournir une liste de tous les députés conservateurs assignés à chacune des 71 circonscriptions de l'opposition, et nous dire également quelles instructions les députés conservateurs reçoivent relativement aux contrats du gouvernement?

● (1140)

**L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je ne ferai aucun commentaire sur la recevabilité de la question puisqu'elle ne concerne en aucune façon la responsabilité ministérielle. Elle concerne plutôt le fait que...

**M. Nystrom:** Favoritisme.

**M. Hnatyshyn:** ... qu'au sein du Nouveau parti démocratique, certains députés ont la responsabilité de certaines régions et de certaines circonscriptions. Ce n'est pas nouveau. Si le député soutient que ce genre de système est répréhensible, il refuse simplement de voir les choses telles qu'elles sont.

\* \* \*

[Français]

## L'ENVIRONNEMENT

## LE DANGER QUE REPRÉSENTENT LES RADIATIONS POUR LA POPULATION DU QUÉBEC

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Hier, l'Agence de protection de l'environnement du gouvernement des États-Unis a émis un communiqué où l'on fait mention d'un taux de radioactivité plus élevé que la normale dans l'État du Vermont, c'est un État limitrophe eu égard au Québec. Le ministre peut-il nous dire s'il y a danger pour notre population et s'il y a également danger pour nos producteurs laitiers concernant ce problème soulevé par le communiqué américain?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je désire remercier l'honorable député de Lévis pour sa question et son intérêt en ce qui a trait à la santé des résidents du Québec.

[Traduction]

Je tiens à informer le député qu'on surveille toujours, à Montpelier, dans le Vermont, les niveaux de radioactivité très élevés qui n'ont toutefois pas été relevés au Québec. Je peux assurer aux habitants de cette province, surtout ceux de Montréal et de Québec, que les niveaux relevés dans l'eau de pluie et l'air sont demeurés très bas, à peu près du même ordre que ceux que j'ai rapportés pour toutes les autres régions du pays. On a constaté une certaine radioactivité dans le lait à Montréal, mais rien dans la ville de Québec. Je répète que ce niveau est bien en-deçà des normes sécuritaires. Nous allons maintenir la surveillance.

## Questions orales

La crainte que les mêmes niveaux de radioactivité relevés au Vermont se retrouvent au Québec ne s'est pas réalisée. Je tiens donc à rassurer tous les députés et les habitants de cette province: Nos renseignements nous ont confirmé qu'il n'y avait rien à craindre pour l'instant.

\* \* \*

## LES AÉROPORTS

## L'OCTROI DU MARCHÉ POUR ASSURER LES SERVICES DE SÉCURITÉ AUX AÉROPORTS DE MONTRÉAL

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant des Transports. Elle fait suite à l'affaire Métropole. Le 13 mai 1986, le leader du gouvernement au Sénat aurait dit que lorsqu'il a appris qu'une transaction allait être conclue, il s'était assuré que sa femme n'y participe pas. Comment le leader du gouvernement au Sénat a-t-il fait pour savoir qu'une transaction était en vue?

**M. J. M. Forrestall (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur le Président, si le ministre des Transports était ici aujourd'hui, il dirait à la députée que le gouvernement devait s'assurer du transfert ordonné des dispositifs de sécurité d'une compagnie à l'autre. On l'a informé que la compagnie Métropole serait la compagnie concernée.

## LES RENSEIGNEMENTS CONNUS D'UN SÉNATEUR

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, si le sénateur ne participait pas aux affaires de sa femme, étant donné qu'on sait maintenant qu'elle est actionnaire d'une compagnie qui traite directement avec une société d'État, comment le sénateur pouvait-il même être simplement au courant qu'un changement était prévu dans les dispositions en question?

**M. J. M. Forrestall (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur le Président, je viens d'indiquer à la députée que tous les intéressés dans le domaine de la sécurité aéroportuaire avaient été avisés. Cela inclut aussi le gouvernement.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## LES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS—LA RÉUNION DE MINISTRES FÉDÉRAUX ET PROVINCIAUX

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre qui sait peut-être que nous sommes sur le point de nous engager dans une guerre commerciale avec les États-Unis au sujet du libre-échange des résineux. Il sait peut-être aussi que le recours à des envoyés ne mène nulle part et que les États-Unis adopteront bientôt des mesures compensatrices. J'adresse ma question au premier ministre étant donné que l'industrie la plus importante du Canada est en cause.